



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9017^e séance

Jeudi 14 avril 2022, à 10 heures

New York

Provisoire

| | | |
|---------------------|---------------------------------|---|
| <i>Présidente :</i> | Dame Barbara Woodward | (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| <i>Membres :</i> | Albanie | M. Hoxha |
| | Brésil | M. Costa Filho |
| | Chine | M. Dai Bing |
| | Émirats arabes unis | M. Abushahab |
| | États-Unis d'Amérique | M ^{me} Thomas-Greenfield |
| | Fédération de Russie | M. Polyanskiy |
| | France | M. de Rivière |
| | Gabon | M ^{me} Bongo |
| | Ghana | M. Agyeman |
| | Inde | M. Asokan |
| | Irlande | M. Flynn |
| | Kenya | M. Kiboino |
| | Mexique | M. Ochoa Martínez |
| | Norvège | M ^{me} Heimerback |

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.

M. Grundberg participe à la présente séance par visioconférence.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Grundberg.

M. Grundberg (*parle en anglais*) : Au début de cette année, j'ai dit au Conseil que l'escalade militaire était parmi les pires qu'a connues le Yémen depuis des années (voir S/PV.8946). J'ai aujourd'hui la satisfaction d'annoncer aux membres que nous voyons la lumière au bout du tunnel. À l'issue d'environ trois mois de négociations bilatérales, les parties ont accepté une initiative de l'ONU pour l'instauration d'une trêve nationale de deux mois renouvelable – la première trêve nationale en six ans.

Cette trêve a commencé au début du mois saint du ramadan et comporte des dispositions visant à améliorer la liberté de circulation des biens et des civils, hommes, femmes et enfants. À ce jour, cet accord est largement respecté. Il offre un moment de répit aux Yéménites et une possibilité d'œuvrer à la paix, mais les parties doivent rester engagées et la région ainsi que la communauté internationale doivent fournir un large appui pour veiller à ce que cet accord tienne et marque un tournant sur la voie de la paix.

Depuis le début de la trêve, des signes encourageants ont montré qu'il était possible de stopper les escalades cycliques. La violence et le nombre de victimes civiles ont considérablement diminué. Aucune frappe aérienne n'a été confirmée à l'intérieur du Yémen et

aucune attaque transfrontière en provenance du Yémen n'a été signalée. La quantité de pétrole acheminée dans le pays par les ports de Hodeïda est en augmentation. Des préparatifs sont en cours pour que des vols commerciaux puissent décoller de l'aéroport de Sanaa pour la première fois depuis 2016. Mon bureau s'efforce d'amener les parties à ouvrir les routes à Taëz et dans d'autres provinces. L'incidence d'une telle mesure sur la vie des Yéménites, tout comme sa valeur symbolique, ne sauraient être sous-estimées.

Même si la trêve est globalement respectée, les informations faisant état de la conduite d'opérations militaires, en particulier autour de Mareb, sont préoccupantes et doivent être traitées d'urgence par le biais des mécanismes créés dans le contexte de la trêve. De nombreux Yéménites m'ont dit craindre que la trêve ne soit exploitée et utilisée en vue de préparer le terrain pour une nouvelle escalade. Cette crainte est compréhensible, compte tenu du déficit de confiance et de l'expérience passée, et je rappelle aux parties que le principe fondamental de la trêve est que le répit qu'elle autorise doit être utilisé pour réaliser des avancées en vue de mettre fin à la guerre, et non pas pour l'intensifier. Les parties se sont publiquement engagées à œuvrer à la désescalade, et c'est ce que le peuple yéménite et la communauté internationale attendent d'elles. Mon bureau a créé des mécanismes de coordination pour tous les aspects de la trêve, et j'encourage les parties à collaborer sérieusement et concrètement avec ces mécanismes.

Je tiens à souligner que l'assouplissement des restrictions à la circulation des biens et des civils, hommes, femmes et enfants, constitue une priorité de la trêve. Un certain nombre de navires sont déjà entrés dans les ports de Hodeïda, ce qui a une incidence positive sur la vie des civils. Les vols à destination et en provenance de l'aéroport de Sanaa doivent reprendre, et nous travaillons avec nos partenaires pour que cela se fasse le plus vite possible. Je tiens également à souligner que la conclusion d'un accord en vue d'ouvrir les axes routiers à Taëz et dans d'autres régions est une priorité. Je sais que les habitants de Taëz attendent depuis trop longtemps le moment où ils pourront librement entrer dans la ville et en sortir. Il est impératif de se mettre sérieusement au travail à Taëz pour rouvrir les routes afin que les civils puissent se déplacer de part et d'autre des lignes de front, dans la ville et les zones environnantes, et se rendre sur leur lieu de travail ou à l'école, et en vue de faciliter le commerce.

Je tiens à remercier le Gouvernement yéménite et Ansar Allah d'avoir donné l'impulsion requise et d'avoir consenti aux compromis nécessaires pour parvenir à cet accord. Je saisis cette occasion pour les encourager à continuer de mettre en œuvre tous les éléments de la trêve. Je tiens également à saluer les rôles capitaux joués par le Royaume d'Arabie saoudite et le Sultanat d'Oman dans l'appui aux négociations qui nous ont permis d'en arriver à ce point.

Les membres du Conseil de sécurité ont également joué un rôle crucial dans l'appui aux pourparlers. Je tiens par ailleurs à remercier les États Membres qui collaborent activement avec nous afin de mettre en place certains des mécanismes liés aux paramètres de la trêve. Je voudrais également saluer les contributions des acteurs yéménites de la paix. Cette trêve s'appuie sur les efforts inlassables déployés de longue date par les acteurs civiques yéménites, les groupes de jeunes et les militantes pour la paix en vue de mettre fin à la guerre et d'améliorer la situation des civils dans tout le pays. Je continuerai de collaborer avec eux pour générer un élan supplémentaire en faveur de la paix.

La trêve est le résultat des engagements des parties, et elle bénéficie d'un appui international conséquent, mais elle reste fragile et temporaire. Nous devons déployer des efforts collectifs intensifs au cours des prochaines semaines pour veiller à ce qu'elle ne s'effondre pas. J'entends continuer de dialoguer avec les parties pour mettre en œuvre, renforcer et prolonger cette trêve. C'était l'objet de mes récentes visites à Mascate et à Sanaa. Je me félicite des échanges constructifs que j'ai eus à Sanaa, au cours desquels l'attachement des parties à tous les aspects de la mise en œuvre de la trêve m'a été reconfirmé. J'ai également discuté des prochaines étapes du renforcement de la trêve et des mesures à prendre au terme de ces deux mois.

D'autres signes de progrès encourageants en matière de renforcement de la confiance se sont fait jour ces dernières semaines. Nous avançons en ce qui concerne l'échange de prisonniers, et j'exhorte les parties à se mettre rapidement d'accord sur les détails de leur libération afin que les familles yéménites puissent retrouver leurs proches le plus rapidement possible. Mon bureau et le Comité international de la Croix-Rouge, qui coprésident le Comité de supervision, les accompagneront dans ces efforts.

Fin mars et début avril, le Conseil de coopération du Golfe a organisé à Riyad des consultations avec des centaines de Yéménites, dans le but déclaré de favoriser

un règlement pacifique du conflit. Plusieurs conclusions sont ressorties de ces consultations, notamment la nécessité d'écarter les solutions militaires et de s'engager en faveur d'un dialogue politique, sous les auspices de l'ONU. Elles ont illustré l'importance du rôle que jouent les organisations régionales à l'appui des efforts de paix des Nations Unies.

Le 7 avril, le Président Hadi a pris la décision de déléguer ses pleins pouvoirs à un Conseil présidentiel nouvellement formé. À l'instar du Conseil de sécurité, je salue la création du Conseil présidentiel du Gouvernement yéménite, auquel participent un plus grand nombre d'acteurs politiques, et me félicite de son entrée en fonction. Le Conseil de sécurité a exprimé le souhait que la formation du Conseil présidentiel représente une étape importante vers la stabilité et un règlement politique inclusif dirigé et contrôlé par les Yéménites sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. J'attends avec intérêt d'entamer le dialogue avec le Conseil présidentiel pour continuer à œuvrer dans ce sens.

Je salue également le programme de soutien économique annoncé par le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

La trêve est l'occasion de lancer le Yémen sur une nouvelle voie, mais si nous voulons consolider cette voie et éviter une reprise des combats, il faudra également progresser sur le volet politique. Grâce au dialogue, les Yéménites doivent déterminer et s'approprier un règlement négocié du conflit.

À l'avenir, j'entends continuer d'inviter les parties à faire fond sur les composantes de la trêve, aussi bien pour pérenniser cette dernière que dans le cadre de mon processus à plusieurs volets. Ces efforts seront également enrichis par les consultations que j'organise. À la fin du mois de mars, j'ai achevé la première série de consultations et de discussions avec divers Yéménites, hommes et femmes, notamment des représentants des partis politiques, des experts de l'économie et de la sécurité, des acteurs de la vie civile et des représentants de la population yéménite au sens large. L'objectif était de comprendre leurs priorités en matière d'économie, de sécurité et de politique, afin d'éclairer le cadre que j'ai défini pour un processus à plusieurs volets propre à mener à un règlement durable. J'organiserai de nouvelles consultations après le mois de ramadan.

Le principal message ressorti des consultations à ce jour est que les Yéménites veulent que la guerre prenne fin. Ils veulent vivre en sécurité, pouvoir s'occuper de

leurs familles, avoir accès aux services publics et exercer leurs droits. Les Yéménites, toutes orientations politiques et origines géographiques confondues, ont insisté sur la situation économique désastreuse du pays et souligné la nécessité de reprendre le versement des salaires et les prestations de services, de remédier à l'augmentation du coût de la vie, de garantir la liberté de circulation des personnes et des biens et de réunifier les institutions économiques.

Nombre de Yéménites ont souligné qu'il fallait une gouvernance effective et responsable à tous les niveaux, y compris à l'échelon local. Plusieurs groupes issus du sud du Yémen ont insisté sur le fait qu'il fallait trouver une réponse durable à la question du Sud. Divers Yéménites ont indiqué que les arrangements en matière de sécurité devaient associer la société civile et les acteurs locaux de la sécurité et tenir compte des besoins de la population civile.

Les femmes ont pris une part active à ces consultations, ce qui me semble très encourageant. Elles ont mis en exergue l'incidence disproportionnée qu'ont sur elles le conflit et les tensions économiques. Elles ont également demandé à participer aux pourparlers de paix et à ce que la protection des femmes et des filles contre toutes formes de violence soit assurée.

Ces priorités détermineront les prochaines étapes et mon approche globale pour parvenir à une solution durable. La trêve offre une occasion rare de prendre un nouveau virage vers un avenir pacifique. Les prochaines semaines permettront de mesurer la détermination des parties à respecter leurs obligations. L'heure est au renforcement de la confiance, ce qui ne sera pas tâche facile après plus de sept années de conflit. Le Yémen aura plus que jamais besoin de l'appui de la communauté internationale pour entretenir cette dynamique et trouver le moyen de mettre un point final inclusif, pacifique et durable à ce conflit. J'aurai besoin que le Conseil intensifie ses efforts et son appui durant cette période critique.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Grundberg de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Comme vient de nous le dire M. Grundberg, après tant d'années de conflit et de crise, l'espoir est une denrée rare au Yémen. Pourtant, aujourd'hui, il me semble qu'il nous est permis d'espérer que nous sommes en train d'assister au genre de changement qui pourrait précisément contribuer à ouvrir la voie à un avenir meilleur pour le peuple du Yémen.

La trêve que M. Grundberg vient de décrire est un pas en avant extrêmement important. Elle a déjà une incidence positive sur la situation humanitaire. Certes, des affrontements limités sont encore signalés dans quelques zones, notamment Mareb et Taëz, mais les hostilités ont très nettement reculé dans tout le pays. Le nombre de victimes civiles est tombé à son niveau le plus bas depuis des mois, ce qui constitue une amélioration de taille après des semaines d'intensification du conflit en début d'année.

Les navires ravitailleurs sont plus nombreux à arriver à Hodeïda, ce qui contribue à atténuer les graves pénuries de carburant. Depuis des mois, ces pénuries font grimper les prix, privant les gens de soins de santé et d'autres services. Cette situation a eu pour conséquence d'exposer les femmes et les filles à des risques accrus, car elles étaient contraintes de se rendre de plus en plus loin pour chercher de l'eau ou du gaz de cuisson.

La trêve vise également à faciliter la circulation des personnes, des biens et de l'aide humanitaire, grâce à la reprise des vols commerciaux à partir de l'aéroport de Sanaa et aux efforts pour rouvrir les routes à Taëz et dans d'autres régions, comme nous l'avons entendu. Il serait ainsi plus facile de parvenir jusqu'aux communautés vivant près des lignes de front, comme à Taëz, où les habitants souffrent depuis des années que leur ville soit ceinturée par le conflit et que ses routes soient bloquées. Les personnes qui doivent se rendre à l'étranger depuis Sanaa pour recevoir des soins médicaux, ou pour d'autres raisons, seraient enfin en mesure de le faire.

Ce sont là de bonnes nouvelles, pour autant que la trêve tienne. Au-delà de la trêve elle-même, d'autres bonnes nouvelles pourraient bien se faire jour.

Le programme de soutien économique de 3 milliards de dollars annoncé durant les récentes consultations yéménites organisées par le Conseil de coopération du Golfe est particulièrement bienvenu. Il s'agit notamment d'un appui en carburant, d'une aide au développement et, surtout, d'un nouveau dépôt de 2 milliards de dollars auprès de la Banque centrale du Yémen – émanant de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qu'il convient de féliciter de cette décision – afin de contribuer à stabiliser la monnaie. Le rial yéménite a déjà repris 25 % de sa valeur depuis l'annonce de la trêve. Cela signifie que les denrées alimentaires et les autres biens essentiels, dont la quasi-totalité doit être importée, devraient bientôt être plus abordables pour la population yéménite.

Les efforts pour régler la menace que représente le pétrolier *FSO SAFER* progressent eux aussi. La nouvelle proposition de l'ONU tendant à remplacer le navire *FSO SAFER* et, dans l'intervalle, à transférer le pétrole dans un navire temporaire a reçu un écho très favorable. Je crois savoir que M. David Gressly était récemment à New York et qu'il a présenté un exposé sur cette question aux membres du Conseil dans le cadre de consultations. Les travaux pourront commencer en mai, si nous parvenons à réunir les fonds nécessaires, environ 80 millions de dollars.

Comme nous l'a dit M. Grundberg, nous avons également bon espoir que le nouveau Conseil présidentiel contribuera à venir à bout de la fragmentation qui a parfois constitué un obstacle pour les organisations d'aide. À l'instar de M. Grundberg, nous attendons avec intérêt que le nouveau Conseil présidentiel prenne part aux efforts déployés pour trouver une solution pacifique et durable au conflit. Nos pensées accompagnent M. Rashad Al-Alimi dans ses nouvelles fonctions à la tête du Conseil.

En outre, j'invite les parties à saisir les nombreuses possibilités que recèle le moment présent. Comme d'autres, j'appelle le Conseil de sécurité et les autres États Membres à faire tout leur possible pour appuyer ces efforts.

Cependant, malgré tout l'espoir que nous avons pour l'avenir, le fait est aujourd'hui que des millions de personnes au Yémen ont toujours besoin d'une assistance humanitaire urgente pour rester en vie. Nos partenaires mettent tout en œuvre pour apporter leur aide. Cette année, les organismes d'aide cherchent à collecter un peu moins de 4,3 milliards de dollars pour venir en aide à 17,3 millions de personnes, campagne qui a été lancée l'autre jour. La conférence d'annonces de contribution a permis de lever 1,3 milliard de dollars, et nous notons avec satisfaction que des contributions supplémentaires ont été annoncées depuis lors, notamment 300 millions de dollars de la part du Royaume d'Arabie saoudite. Toutefois, à l'évidence, il nous manque toujours de l'argent. Je tiens à remercier tous les donateurs d'avoir fait un effort, en particulier ceux qui ont sensiblement augmenté leur contribution depuis l'an dernier, dont certains sont ici, par exemple les États-Unis et l'Union européenne.

À l'avenir, nous aurons besoin de plus, et je continuerai à faire appel aux dons. Le financement reste la principale difficulté pour intervenir. Il existe un risque sérieux que les programmes fondamentaux dans tous les secteurs, y compris l'aide alimentaire, l'eau, les soins de

santé et l'appui aux déplacés, continuent d'être réduits. Ce risque a déjà été mentionné ici à des séances précédentes. Si ces programmes n'obtiennent pas les fonds dont ils ont besoin, ils finiront par s'arrêter. Le fait de laisser l'opération d'aide s'effondrer irait directement contre l'élan très positif que nous avons raison d'honorer et de célébrer aujourd'hui. Nous ferons donc tout ce que nous pourrons de notre côté pour travailler avec les donateurs afin de veiller à ce que ces programmes vitaux survivent.

Une évaluation humanitaire interinstitutions pour le Yémen est en cours depuis huit mois. Il s'agit d'une vaste entreprise, qui sera d'une grande aide pour nous permettre à tous de comprendre de quelle manière l'aide humanitaire est acheminée et, dans une certaine mesure, de contrer – ou peut-être de confirmer – certaines des observations faites aujourd'hui à propos du détournement de cette aide. J'espère que le rapport sortira en juin, et qu'il sera présenté ici. Il nous renseignera sur la façon dont nous devons faire notre travail et renforcer la relation que nous entretenons avec les parties prenantes.

Nous sommes toujours aux prises avec de graves problèmes d'accès et des tentatives de parasitage. L'an dernier, la moitié de toutes les personnes dans le besoin vivaient dans des zones touchées par des contraintes d'accès, principalement en raison d'obstacles bureaucratiques, et d'autres facteurs dans des proportions moindres. Nombre de ces contraintes visent les travailleuses humanitaires et certains types de programmes qui sont essentiels pour le bien-être et la sécurité des femmes et des filles – toujours les plus vulnérables et les plus concernées par ces obstacles.

Néanmoins, il y a aussi eu des améliorations à cet égard. Sur la côte ouest, par exemple, un nouvel accord avec les forces de sécurité locales concourt à faciliter le passage des convois humanitaires au point de contrôle de Dhoubab, qui était un objectif de longue date. Nous connaissons bientôt tous ce nom. Par ailleurs, l'analyse des besoins humanitaires de cette année, ainsi que nous l'avons dit au moment du lancement de l'appel humanitaire, repose sur des évaluations qui ont vu la collecte de nouvelles données dans l'ensemble des 333 districts que compte le Yémen. La base sur laquelle les priorités humanitaires sont définies est bien plus solide que les années passées. Je continue d'appeler les parties à faire tout leur possible pour faciliter l'accès aux personnes dans le besoin, conformément aux obligations découlant du droit international humanitaire.

En même temps, nous devons également remédier aux problèmes de sûreté et de sécurité des travailleurs humanitaires. À ce propos, cinq mois après leur arrestation – si c'est le mot adapté – à Sanaa, deux membres du personnel des Nations Unies détenus par les autorités houthistes sont encore prisonniers. Nous en avons déjà parlé ici. Cela contrevient aux privilèges et immunités des Nations Unies. Malgré les promesses de les relâcher qui ont été faites par le passé, ils n'ont toujours pas été libérés.

Nous poursuivons aussi nos efforts pour obtenir la libération de cinq membres du personnel des Nations Unies enlevés par des hommes armés à Abiyan, en février. Je ne peux même pas imaginer ce que cela doit être pour eux et pour leurs familles. Voilà maintenant plus de 60 jours qu'ils sont retenus captifs par leurs ravisseurs, dans des conditions très difficiles. Nous sommes donc très préoccupés par les informations récentes concernant de nouveaux enlèvements.

Cependant, j'ai dit au début de ma déclaration que j'étais optimiste. On m'accuse souvent d'être trop optimiste, mais mon optimisme est fondé, en l'espèce. M. Grundberg a décrit de façon éclatante les espoirs que nous devons à présent avoir et les possibilités qu'il nous faut maintenant saisir.

C'est un moment extraordinaire. Comme l'Envoyé spécial, je rends hommage à ceux qui ont décidé de faire advenir ce moment. Je tiens à assurer le peuple yéménite que nous serons à ses côtés, solidaires, dans ses efforts pour donner à cette trêve un caractère permanent.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Royaume-Uni.

Tout d'abord, je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de leurs exposés, et je félicite M. Grundberg de ses efforts phénoménaux pour négocier une trêve.

Pour la première fois depuis 2016, les Yéménites verront ce que c'est de vivre dans une paix relative. Le Royaume-Uni félicite toutes les parties d'avoir fait des propositions et souscrit aux mesures de confiance afin de maintenir cette trêve. Nous devons maintenant agir rapidement pour obtenir la libre circulation du carburant, des biens et des vols, et nous devons passer sans tarder à des négociations politiques.

Le Royaume-Uni salue en particulier les efforts déployés par le Royaume d'Arabie saoudite, le Conseil de coopération du Golfe et le Gouvernement yéménite pour garantir des consultations sérieuses et une réforme politique véritable. La formation du Conseil présidentiel est une avancée capitale. Nous félicitons aussi le Président Hadi de son action pour faciliter le transfert pacifique du pouvoir. Nous attendons du Conseil présidentiel qu'il œuvre avec sérieux et célérité en faveur de négociations politiques avec les houthistes, et nous appelons les houthistes à continuer de dialoguer avec l'Envoyé spécial. Par conséquent, nous nous félicitons du déplacement de l'Envoyé spécial à Sanaa cette semaine – un autre pas dans la bonne direction.

Comme le Secrétaire général adjoint l'a remarquablement formulé, alors que nous commençons à voir des progrès sur le volet politique, il est crucial que la communauté internationale aide à atténuer la crise humanitaire. Malheureusement, la conférence des Nations Unies n'a levé qu'environ un tiers des fonds requis, ainsi que M. Griffiths l'a souligné. Nous accueillons donc avec une vive satisfaction l'enveloppe de 3 milliards de dollars offerte par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour relancer et appuyer l'économie yéménite, ainsi que les 300 millions de dollars d'aide humanitaire fournis par l'Arabie saoudite. Il importe que tous les donateurs versent les fonds rapidement si nous voulons éviter que les organismes opèrent d'autres réductions dans les programmes.

La trêve est une occasion d'améliorer la vie de nombreux Yéménites, et il faut la saisir. Dans ce contexte, il devient d'autant plus pressant de désamorcer la bombe à retardement du pétrolier *FSO Safer*. Par conséquent, nous appuyons vigoureusement les efforts de David Gressly à cet égard. Le Royaume-Uni apportera des fonds, et nous exhortons la communauté internationale, notamment les partenaires régionaux qui seraient directement touchés par un potentiel déversement d'hydrocarbures, à faire de même.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux autres membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Flynn (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants, l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths. Nous avons rarement l'occasion d'entendre de bonnes nouvelles, au Conseil de sécurité, sur la situation au Yémen. Nous nous réjouissons donc vivement de ce que nous avons appris de leurs exposés de ce matin.

Je m'associe aux autres membres pour saluer la trêve de deux mois négociée par les Nations Unies, qui donne une occasion précieuse d'atténuer la souffrance humanitaire des Yéménites et d'améliorer la stabilité régionale. Nous espérons sincèrement que les parties saisiront cette occasion pour renforcer la confiance et avancer vers la reprise d'un processus politique inclusif.

Nous nous félicitons vivement de l'engagement à permettre l'accès des pétroliers au port de Hodeïda et la reprise des vols commerciaux vers et depuis Sanaa, ainsi qu'à rouvrir les routes principales dans plusieurs provinces. Plus que jamais, alors que nous sommes aux prises avec une insécurité alimentaire accrue dans le monde entier, la libre circulation des produits de base, qui peuvent sauver des vies, et du carburant vers le Yémen est essentielle.

Une réduction notable de la violence, comme l'a décrite l'Envoyé spécial, était attendue depuis longtemps et sera la bienvenue pour les nombreux Yéménites innocents qui ont perdu des êtres chers et dont la vie a été déracinée par le conflit. Toutefois, nous partageons la préoccupation exprimée par l'Envoyé spécial au sujet des informations faisant état d'activités militaires hostiles, même à plus faible intensité.

Nous exhortons toutes les parties à continuer de respecter intégralement leurs engagements en faveur de la trêve et à coopérer avec l'Envoyé spécial ainsi qu'à prendre part à son processus de consultations sous les auspices des Nations Unies. La première réunion de l'Envoyé spécial avec les houthistes, plus tôt cette semaine à Sanaa, a constitué une nouvelle évolution importante qui, nous l'espérons, marque le début d'une période de collaboration accrue.

Il importe que ces efforts de désescalade s'accompagnent d'un travail d'établissement des responsabilités pour toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

L'Irlande se félicite également des pourparlers entre les parties yéménites organisés par le Conseil de coopération du Golfe, qui ont débuté à Riyad fin mars et se sont achevés la semaine dernière, à l'appui de l'action de l'ONU. Nous nous félicitons de la participation de femmes aux pourparlers et nous espérons qu'au moins 30 % de participants aux futurs dialogues seront des femmes.

Nous espérons que le Conseil présidentiel donnera une nouvelle orientation aux efforts collectifs visant à trouver une solution véritablement inclusive au

conflit et à construire un Yémen pacifique et prospère pour les générations futures. Il est toutefois profondément regrettable qu'il n'y ait aucune femme parmi les huit membres du Conseil. Il s'agit d'une nouvelle occasion manquée de donner aux femmes yéménites la place qui leur revient à la table des négociations.

Si nous nous félicitons de la générosité manifestée par de nombreux donateurs lors de la conférence de haut niveau d'annonce de contributions pour le Yémen, qui s'est tenue le mois dernier et à laquelle l'Irlande a eu le plaisir de participer, ainsi que des annonces de contributions supplémentaires faites depuis lors, le montant total des promesses de contributions reste en deçà des besoins. Au vu des dernières projections relatives à la faim qui figurent dans le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, ces insuffisances sont préoccupantes.

L'aide économique annoncée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis est une mesure bienvenue pour stabiliser l'économie yéménite. Nous espérons qu'elle appuiera les efforts de mise en œuvre du plan-cadre de l'ONU pour l'économie. Nous encourageons toutes les parties et les institutions financières internationales à participer de manière constructive à ce plan.

Depuis trop longtemps, le pétrolier *FSO SAFER* est une catastrophe en puissance. L'Irlande se félicite des progrès accomplis dans le cadre des efforts pour neutraliser la grave menace humanitaire et écologique que pose ce pétrolier. Une solution viable et à long terme semble enfin à portée de main. Grâce à la collaboration résolue des parties, au concours des États Membres et du secteur privé et aux efforts déployés par l'ONU sur le terrain, nous avons la possibilité d'éviter une catastrophe.

En conclusion, les événements survenus ces dernières semaines ont fait naître des espoirs et des attentes chez les Yéménites, qui, depuis plus de sept ans, subissent les ravages d'un conflit implacable. Même s'il convient de saluer ces évolutions, il est essentiel, comme l'ont dit les intervenants ce matin, que cet élan soit maintenu et que les parties poursuivent leur collaboration en vue d'instaurer une paix inclusive et durable au Yémen.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Grundberg et M. Griffiths pour leurs exposés.

Comme l'a dit l'Envoyé spécial, le Yémen a connu des développements encourageants ces 15 derniers jours. Sur le plan sécuritaire, la France salue l'obtention d'une trêve de deux mois. Il s'agit d'une première étape

importante pour réduire le niveau de violence, alléger les souffrances de la population et poser les bases d'une confiance entre les parties.

Nous nous félicitons des progrès accomplis depuis le 2 avril, s'agissant notamment de l'allègement des restrictions d'accès au port de Hodeïda et à l'aéroport de Sanaa.

Sur le plan politique, d'importantes étapes ont été franchies. La France salue les efforts du Conseil de coopération du Golfe, et notamment ceux de l'Arabie saoudite, qui ont permis de former un conseil présidentiel réunissant un grand nombre d'acteurs yéménites. Il s'agit d'une étape importante vers la restauration d'un État au service de tous les Yéménites et engagé dans le processus politique. La visite de l'Envoyé spécial à Sanaa est également encourageante. La France appelle les houthistes à contribuer eux aussi de manière constructive au processus de paix.

Malgré ces développements positifs, la situation humanitaire demeure critique et des violations graves des droits de l'homme persistent. Le risque de famine s'aggrave, et le contexte international y contribue. La France est très préoccupée par l'enlèvement récent de cinq membres du personnel des Nations Unies dans le sud et appelle à leur libération immédiate et sans préconditions. La protection des civils demeure une obligation qui s'impose à tous. Un plein accès à l'ensemble des personnes dans le besoin doit être garanti.

S'agissant du pétrolier *FSO SAFER*, la France soutient le plan coordonné de réponse des Nations Unies et souhaite sa mise en œuvre. Elle sera au rendez-vous lors de la conférence des donateurs prévue à ce sujet en mai. Nous avons par ailleurs réitéré notre engagement en soutien de la population yéménite le 16 mars dernier en annonçant une contribution à la réponse humanitaire à hauteur de 16 millions de dollars.

Le Yémen entre désormais dans une phase cruciale. Les conditions sont réunies pour transformer cette trêve en cessez-le-feu durable, assorti d'un plan de paix. La France encourage donc tous les acteurs yéménites et régionaux à coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial afin de parvenir à une solution durable. Nous saluons ses efforts pour favoriser un dialogue entre les parties, et nous lui réitérons notre plein et entier soutien. Je tiens également à rappeler que les femmes yéménites doivent pouvoir être pleinement associées à cette étape historique de la vie politique de leur pays.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : La séance d'information d'aujourd'hui offre un aperçu plus encourageant de la situation au Yémen, et nous remercions l'Envoyé spécial Hans Grundberg et l'équipe des Nations Unies des efforts qu'ils ont déployés pour obtenir une trêve de deux mois entre les parties, ainsi que de leur collaboration avec les partenaires régionaux pour faire avancer les processus politiques nécessaires à la stabilisation du Yémen.

Nous sommes néanmoins conscients des préoccupations humanitaires qui persistent au Yémen et remercions le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de son exposé sur la situation humanitaire, ainsi que sur les mesures prises concernant la menace posée par le pétrolier *FSO SAFER*. Je salue également la présence du Représentant permanent du Yémen à cette séance.

À plusieurs reprises, le Conseil a exprimé ses préoccupations concernant la détérioration des conditions de sécurité au Yémen et réaffirmé sa conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit armé, qui menace l'existence d'un État yéménite unifié. Au cours des sept dernières années, les Yéménites ont dû subir des affrontements violents et incessants qui ont entraîné la mort de plus de 400 000 personnes. Leur vie et leurs moyens de subsistance ont été perturbés, et quelque 17 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, sont au bord de la famine, le pays étant confronté à la pire crise humanitaire de son histoire.

Nous nous félicitons donc de la trêve nationale de deux mois convenue entre les parties. Il s'agit d'une évolution positive qui offre un répit bien nécessaire dans cette guerre éprouvante, allège le fardeau humanitaire et crée des conditions propices au renforcement des processus politiques en vue de trouver une solution au conflit.

Nous exhortons les parties à respecter les conditions de la trêve et à s'abstenir de toute escalade susceptible de réduire à néant les progrès marginaux accomplis sur la voie de la paix, compte tenu notamment des récents accrochages survenus dans la province de Mareb.

Nous soutenons les efforts de médiation déployés par l'Envoyé spécial et ses échanges avec de larges pans de la société yéménite. Nous nous félicitons des efforts déployés pour que les canaux de communication restent ouverts, afin d'aider les parties à respecter les engagements pris dans le cadre de la trêve, qui, nous l'espérons, se prolongera au-delà de la période de deux mois.

Le transfert du pouvoir par le Président Hadi Mansour au Conseil présidentiel nouvellement créé, le 7 avril, est une mesure positive et importante dans la recherche d'une solution politique globale et inclusive qui permettra de préserver la cohésion entre toutes les composantes de la société yéménite. Nous sommes conscients que les dirigeants se sont montrés responsables en prenant cette mesure, et nous remercions les partenaires régionaux de leur appui à cet égard.

Nous exhortons la classe politique yéménite à tirer parti de la dynamique actuelle pour mettre en place un processus dirigé et contrôlé par les Yéménites, avec le concours de l'ONU. Nous estimons que les perspectives offertes par la trêve sont importantes et qu'elles doivent être mises à profit dans l'intérêt du peuple yéménite, qui ne désire rien d'autre que de vivre en paix et d'avoir la possibilité de mener une vie normale.

Ma délégation demeure préoccupée par le fait que les femmes yéménites ne jouent toujours pas le rôle qui leur revient dans les efforts déployés par la société pour trouver une solution au conflit. Les femmes yéménites, qui sont touchées de manière disproportionnée par le conflit, ont un rôle à jouer pour déterminer les voies et moyens de régler ce conflit. Nous rappelons aux parties que la durabilité de tout règlement politique dépend de la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les aspects des négociations politiques et de la prise de décision, et nous les exhortons à s'engager à mettre en œuvre la résolution 1325 (2000).

Nous nous félicitons de la décision de rouvrir l'aéroport de Sanaa et le port de Hodeïda pour certains vols commerciaux, les importations commerciales et l'aide humanitaire, et nous soulignons l'importance de cette réouverture pour l'économie yéménite, qui dépend des importations, en particulier face aux défis mondiaux sans précédent auxquels nous sommes confrontés dans les domaines alimentaire, énergétique et financier. Compte tenu des besoins humanitaires croissants et des conditions proches de la famine dont souffrent des millions de Yéménites, nous invitons la communauté internationale et les donateurs à maintenir leur soutien et à lever les fonds nécessaires de toute urgence pour atténuer la crise humanitaire. À cet égard, nous nous félicitons de l'ensemble de mesures économiques annoncé par le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Conseil de coopération du Golfe. Conformément à leurs obligations humanitaires, les parties yéménites doivent protéger l'accès pour permettre l'acheminement de l'aide et des services humanitaires vers toutes les régions du Yémen.

Le risque croissant d'un écoulement majeur d'hydrocarbures provenant du pétrolier *FSO SAFER*, qui est dans un grand état de délabrement, et les répercussions environnementales, économiques et humanitaires que cela pourrait avoir sont également des sources de vive préoccupation. Par conséquent, nous nous félicitons de la signature du mémorandum d'accord avec les autorités de Sanaa pour régler une fois pour toutes cette menace, y compris les dispositions pour transférer les 1,1 million de barils de pétrole sur un navire temporaire au cours des quatre prochains mois, en attendant de disposer d'un navire de remplacement. Nous remercions tous les pays qui ont appuyé cet effort et ceux qui envisagent de fournir une aide financière à cet égard. Outre le financement, qui est indispensable pour permettre d'atténuer les conséquences environnementales de la situation relative au *FSO SAFER*, nous exhortons également les houthistes à continuer de collaborer avec l'ONU à cette fin.

Pour terminer, nous sommes conscients que la recherche d'une solution durable au conflit au Yémen est étroitement liée à la paix, à la stabilité et à la sécurité dans l'ensemble du Moyen-Orient. C'est pourquoi nous appelons le Conseil à se mobiliser collectivement tandis que nous saisissons cette occasion d'appuyer la revitalisation du processus de paix au Yémen.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Martin Griffiths. Les réflexions qu'ils partagent avec le Conseil de sécurité sont particulièrement intéressantes à la lumière des importants faits nouveaux observés ces dernières semaines.

Tout d'abord, il convient de féliciter M. Grundberg et son bureau d'avoir négocié la trêve annoncée il y a deux semaines. L'arrêt des combats, l'augmentation des importations de carburant et la reprise des vols commerciaux au départ de Sanaa sont autant de mesures qui auront des conséquences positives sur la situation humanitaire et économique au Yémen. Comme nous l'avons entendu, il y a déjà des signes d'une nette diminution du nombre de victimes civiles.

Non seulement la trêve doit être respectée, mais les parties et la communauté internationale doivent également au peuple yéménite de renouveler l'accord et d'en élargir les dispositions, notamment en rouvrant les routes de Taëz et en facilitant plus avant la circulation des personnes et des marchandises. La trêve représente

une occasion, et c'est peut-être là le plus important, d'améliorer la confiance et de créer une dynamique en vue d'un cessez-le-feu permanent et d'une solution politique globale et inclusive. C'est pourquoi nous sommes gravement préoccupés par les informations faisant état d'affrontements armés aux alentours de Mareb et de Taëz. Cette occasion ne doit pas être gâchée ; ce n'est pas le moment de recourir à la stratégie de la corde raide ou de se montrer irresponsable.

Le Brésil espère que la création du Conseil présidentiel sera une étape positive vers la paix et se félicite des assurances données publiquement par les dirigeants du Conseil à cet égard. La visite de trois jours de M. Grundberg à Sanaa est un autre élément qui signale une ouverture croissante au dialogue. Nous exhortons les houthistes à intensifier leur coopération avec l'Envoyé spécial, à la fois en respectant et en prolongeant la trêve et en s'engageant en faveur d'une solution politique.

Comme vient de nous le dire M. Griffiths, la situation humanitaire reste désastreuse, et nous sommes encore loin d'avoir comblé le déficit de financement des opérations d'aide. Il est préoccupant de constater que l'aide alimentaire et nutritionnelle est un des domaines les plus sous-financés des opérations. Le Brésil s'est employé à fournir sa part d'efforts, notamment en annonçant de nouvelles contributions à la conférence pour les annonces de contributions en faveur du Yémen qui a eu lieu le mois dernier à Genève.

Toutefois, si l'on ne s'attaque pas aux causes de la catastrophe humanitaire, aucune aide ne suffira. Nous risquons de voir disparaître les évolutions positives dont nous discutons aujourd'hui et d'assister au retour de la tendance à l'effondrement et à la fragmentation économiques. Le Brésil salue, dans ce contexte, les contributions saoudiennes et émiriennes à la stabilisation économique, y compris l'injection non négligeable de réserves étrangères dans la Banque centrale du Yémen. Le fait de préserver le taux de change aura des retombées sur le bien-être de la société yéménite.

Le Brésil se félicite également des progrès accomplis par l'équipe de pays des Nations Unies au Yémen, sous la direction de M. David Gressly, en ce qui concerne le *FSO SAFER*. Le Brésil appuie la mise en œuvre du plan dans son intégralité, y compris le transfert des barils de pétrole du *FSO SAFER* vers un navire temporaire en tant que mesure d'urgence et l'acquisition d'unités flottantes de stockage et de déchargement de remplacement en tant que solution à long terme.

Ces dernières semaines, nous avons été témoins d'un certain nombre de faits nouveaux importants concernant le Yémen, pour la plupart positifs et pour beaucoup inattendus. Comme nous l'avons appris au cours de plus de sept années de guerre, nos espoirs doivent être tempérés par la prudence et la vigilance et doivent s'accompagner d'efforts soutenus pour tirer parti des premières avancées. Nous réaffirmons notre plein appui à M. Grundberg et à son bureau à cet égard. Nous rappelons également que c'est aux parties sur le terrain qu'il incombe, en dernier ressort, de progresser sur la voie de la paix. Le peuple yéménite ne mérite pas de voir ses espoirs anéantis une fois de plus.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Hans Grundberg et M. Martin Griffiths de leurs exposés.

Il nous plaît de constater une dynamique de plus en plus positive et un consensus sans précédent en vue de mettre fin à la guerre au Yémen et d'instaurer la paix, la sécurité et la stabilité. D'innombrables efforts ont été déployés à cette fin, le dernier en date étant les consultations entre Yéménites tenues sous les auspices du Conseil de coopération du Golfe du 29 mars au 7 avril. Ces consultations, auxquelles a participé un large éventail d'acteurs politiques et de représentants de la société civile, ont abouti à un consensus sur une feuille de route qui, nous l'espérons, ouvrira la voie à une solution politique durable et globale.

Dans ce contexte, nous nous félicitons des efforts déployés par le secrétariat du Conseil de coopération du Golfe pour combler le fossé entre les parties yéménites et rapprocher les différents points de vue. Nous réaffirmons également la nécessité de garantir la participation continue, effective et active des femmes aux consultations et processus politiques.

Les Émirats arabes unis saluent la décision du Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour de former le Conseil présidentiel pour achever la mise en œuvre de la phase de transition et de lui déléguer les pleins pouvoirs présidentiels. Nous espérons que cette mesure aidera les parties yéménites à trouver une solution politique durable. Nous soulignons également l'appui sans réserve de notre pays au Conseil présidentiel et à ses organes d'appui pour lui permettre d'accomplir ses tâches, de mettre fin à la crise, d'instaurer la sécurité et la stabilité au Yémen et de concrétiser les aspirations au développement et à la prospérité du peuple yéménite frère. Nous soulignons que les parties yéménites doivent unir leurs efforts et travailler en collaboration afin que les institutions de l'État puissent redevenir effectives et répondre aux besoins des citoyens.

Nous saluons également l'appel lancé par le Royaume d'Arabie saoudite au Conseil présidentiel pour qu'il entame des négociations avec les houthistes, sous les auspices de l'ONU, afin de trouver une solution politique globale et durable. Par ailleurs, nous condamnons avec force, une fois encore, les attaques terroristes transfrontalières des houthistes contre des installations civiles du Royaume, la dernière en date étant celle qui a visé une installation pétrolière dans la ville de Djedda, que le Conseil de sécurité a condamnée dans sa déclaration à la presse publiée le 4 avril dernier (SC/14852).

Nous appelons les houthistes à saisir cette précieuse occasion, à cesser leurs manipulations et à participer sérieusement aux efforts en cours pour mettre fin à la guerre au Yémen.

Nous soulignons également qu'il importe que les houthistes mettent fin à toutes les violations de la trêve, en particulier à leurs bombardements continus de sites dans la province de Mareb. Nous exhortons toutes les parties à collaborer avec l'Envoyé spécial afin de faire avancer la mise en œuvre des mesures de confiance, notamment l'échange de prisonniers, l'ouverture des routes menant à la ville de Taëz et la transformation de la trêve temporaire en une cessation permanente des activités militaires et des hostilités.

Alors que cette période délicate laisse à nouveau espérer que la fin de la guerre au Yémen est proche, nous engageons vivement toutes les parties prenantes régionales et internationales à travailler en ce sens en contribuant positivement aux efforts déployés par la communauté internationale et les pays du Golfe pour trouver une solution pacifique à la crise au Yémen. Nous leur demandons également de s'abstenir d'exploiter la crise pour servir leurs propres objectifs ou intérêts étroits, ce qui pourrait annuler les progrès réalisés jusqu'à présent.

Sur le plan humanitaire, les Émirats arabes unis se sont engagés, aux côtés du Royaume d'Arabie saoudite, à verser 2 milliards de dollars en appui à la Banque centrale du Yémen. Comme nous l'avons entendu, à la suite de cette décision, la valeur de la monnaie locale a commencé à s'apprécier sensiblement, ce qui contribuera à atténuer la pression sur les moyens de subsistance et à répondre aux besoins humanitaires croissants dans le sillage de la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires et des coûts énergétiques.

Nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'ONU pour remédier à la situation du pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons les houthistes à respecter leurs

obligations en vertu de l'accord conclu avec l'ONU afin d'éviter la grave catastrophe écologique qui pourrait se produire si le récent plan d'intervention d'urgence de l'ONU n'est pas mis en œuvre rapidement.

Pour terminer, les Émirats arabes unis réaffirment leur détermination à aider le peuple yéménite frère. Nous appuyons ses ambitions et ses aspirations, dans le cadre de notre politique visant à favoriser les intérêts des peuples de la région.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg et le Secrétaire général adjoint Griffiths des efforts qu'ils continuent de déployer.

Nous sommes témoins d'un moment d'espoir pour le Yémen, d'une occasion d'apporter enfin la paix à un pays et à un peuple qui souffrent depuis bien trop longtemps. Aujourd'hui, je décrirai les progrès que nous constatons sur le terrain et le travail qui reste à accomplir.

Premièrement, les États-Unis se félicitent que les parties aient publiquement approuvé l'appel à une trêve de deux mois lancé par l'Envoyé spécial Grundberg. C'est une première étape encourageante. Tout progrès vers un cessez-le-feu complet nécessitera des efforts concertés de la part des parties et l'appui du Conseil pour veiller à ce qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités. Nous sommes également encouragés par la visite de l'Envoyé spécial à Sanaa et espérons qu'il s'agit d'un signe supplémentaire de l'avancée du processus de paix. Certains éléments indiquent – et c'est crucial – que l'accès aux denrées alimentaires et autres fournitures va s'améliorer grâce à l'arrivée de pétroliers dans les ports de Hodeïda en amont de la reprise des vols commerciaux à destination et en provenance de l'aéroport de Sanaa. Les parties doivent poursuivre leurs négociations de bonne foi pour envisager l'ouverture de routes clés vers Taëz et d'autres villes. Faciliter la circulation des biens et des personnes permettra de réduire la souffrance de millions de Yéménites.

Les États-Unis se félicitent également de l'annonce de la formation d'un Conseil présidentiel au sein du Gouvernement yéménite et de son appui à la trêve négociée par l'ONU et aux efforts de paix dans leur ensemble. Nous soutenons les aspirations du peuple yéménite à un Gouvernement efficace, démocratique et transparent qui représente différentes voix du monde politique et de la société civile, y compris celles des femmes et d'autres groupes marginalisés. Nous saluons les récents pourparlers organisés par le Conseil de coopération du Golfe

(CCG), qui ont fourni une occasion de dialogue entre les différentes parties yéménites. Ils ont permis de réunir divers membres de la société yéménite pour discuter de réformes et d'autres initiatives susceptibles de renforcer la gouvernance, de stabiliser l'économie et d'améliorer la vie des Yéménites. Ce faisant, les pourparlers organisés par le CCG peuvent également contribuer à étayer le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU.

Cette trêve offre l'occasion d'instaurer une paix durable à long terme, une paix dont le peuple yéménite a désespérément besoin. Les parties doivent s'employer à mettre un terme aux combats de manière durable et participer à un processus politique inclusif, sous l'égide de l'ONU. Nous exhortons les parties à respecter leur accord visant à mettre fin à toutes les opérations militaires offensives à l'intérieur du Yémen et au-delà de ses frontières, et à geler leurs positions sur le terrain.

Nous avons déjà reçu des informations inquiétantes concernant la poursuite des combats terrestres. Nous appelons les parties à faire preuve de retenue et à œuvrer par l'intermédiaire de l'ONU pour répondre à leurs préoccupations, plutôt que de recourir à des accusations dans les médias. Afin de mettre fin durablement au conflit, il faut que toutes les parties coopèrent pour parvenir à un compromis et qu'elles choisissent le dialogue plutôt que la violence. Voilà la tâche qui nous attend.

S'il y a des raisons d'être optimiste, des millions de Yéménites souffrent encore des ravages de la guerre. La guerre que Poutine a choisi de mener en Ukraine a encore aggravé une situation d'insécurité alimentaire déjà précaire au Yémen. Dans son rapport de mars, le Programme alimentaire mondial a décrit le Yémen comme l'un des pays les plus touchés par la hausse du prix du blé et l'absence d'importations en provenance d'Ukraine. Ce n'est qu'un autre exemple sinistre des retombées de la guerre non provoquée, injuste et inadmissible menée par la Russie sur les personnes les plus vulnérables du monde.

Malheureusement, le Programme alimentaire mondial a déjà dû réduire les rations destinées à certains des 8 millions de Yéménites en situation d'insécurité alimentaire. Il est temps que le monde agisse. Nous nous félicitons de l'annonce faite par l'Arabie saoudite d'une contribution de 300 millions de dollars au plan de réponse humanitaire de l'ONU, et les États-Unis ont eu le plaisir d'annoncer une contribution de 585 millions de dollars le mois dernier. Pourtant, une aide supplémentaire est nécessaire, car les pénuries alimentaires

s'aggravent et les prix augmentent. L'appel lancé par l'ONU reste financé à moins de 40 %. Les États-Unis exhortent tous les pays à augmenter leurs contributions avant qu'il ne soit trop tard.

Nous saluons également l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui ont contribué à hauteur de 1 milliard de dollars chacun pour aider la Banque centrale du Yémen, ainsi que l'annonce faite par l'Arabie saoudite d'une contribution de 1 milliard de dollars supplémentaires pour financer les importations de carburant et les projets de développement. Il est impératif que ces fonds soient décaissés rapidement afin de contribuer à la stabilisation de l'économie et de faciliter la mise en œuvre de projets qui bénéficieront à la population yéménite. Mais ne nous y trompons pas : l'aide économique ne remplace pas l'aide humanitaire, et toutes deux sont essentielles à la prospérité du Yémen.

Enfin, il est temps de désamorcer la bombe à retardement que représente le pétrolier *FSO SAFER*. Nous sommes optimistes quant aux résultats des efforts coordonnés par l'ONU pour faire face à la situation, mais il y a un besoin urgent de financement et de coopération régionale. Nous nous félicitons de la signature, le mois dernier, d'un mémorandum d'accord entre l'ONU et les houthistes, qui prévoit le transfert d'urgence du pétrole du *FSO SAFER* vers un autre navire, en attendant qu'une capacité d'exportation de remplacement soit identifiée.

En prévision d'une conférence d'annonce de contributions en mai, notre envoyé spécial pour le Yémen, Tim Lenderking, se rendra dans la région avec le Coordinateur résident des Nations Unies au Yémen, David Gressly, afin d'appeler à une aide financière et en nature au profit des efforts d'urgence visant à éviter une marée noire.

Il y a longtemps que nous n'avions pas connu un tel élan au Yémen. Il est essentiel que nous continuions d'aider les parties à tirer parti de cette vague d'espoir, à préserver les progrès réalisés et à prendre des mesures qui peuvent empêcher la reprise des combats. Il n'y a pas de solution militaire à ce terrible conflit. Il ne peut y avoir qu'un règlement politique et diplomatique, et le peuple yéménite compte sur notre soutien pour y parvenir.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths. Je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui. Je souhaite *Ramadan Mubarak* et un mois de ramadan paisible et tranquille à tous nos amis musulmans.

Après sept ans de guerre, il y a enfin une lueur d'espoir au Yémen. Le mois dernier a été marqué par d'importants progrès sur le terrain, les parties au conflit ayant conclu une trêve de deux mois, à compter du 2 avril. En sept ans, c'est le premier ramadan que le peuple yéménite passe sans combats. La Chine se félicite de cette évolution et salue les efforts de l'Envoyé spécial Grundberg, des parties yéménites et des pays de la région, notamment l'Arabie saoudite et Oman. Le peuple yéménite aspire à la paix et à la stabilité. La reprise des combats n'est dans l'intérêt de qui que ce soit. Le cessez-le-feu actuel, obtenu de haute lutte et fragile, doit être protégé avec le plus grand soin par toutes les parties. Nous appelons toutes les parties au Yémen à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour le respecter et le faire tenir dans la durée.

En définitive, le conflit au Yémen doit être réglé au moyen d'un processus politique dirigé et contrôlé par les Yéménites. Les consultations yéménites organisées récemment par le Conseil de coopération du Golfe à Riyad ont été couronnées de succès. Le 7 avril, le Gouvernement yéménite a annoncé la formation du Conseil présidentiel. Le 11 avril, l'Envoyé spécial Grundberg s'est rendu à Sanaa pour la première fois. Tout ceci a donné un nouvel élan au processus politique yéménite. Nous espérons que toutes les parties au Yémen saisiront cette occasion rare et avec les bons offices de l'Envoyé spécial, continueront d'avancer dans la même direction pour fixer des attentes raisonnables et pour relancer et poursuivre le dialogue. Les pays de la région ayant une influence doivent continuer à jouer un rôle positif et constructif à cette fin.

La crise humanitaire au Yémen reste l'une des plus graves au monde, avec plus de 23 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire et quelque 12 millions de personnes confrontées à un risque de famine grave. Le Yémen étant tributaire des importations pour 90 % de son alimentation et la quasi-totalité de son carburant, la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie dans le monde a exacerbé la situation déjà critique dans laquelle se trouve le peuple yéménite.

La Chine se félicite de la conférence de haut niveau d'annonces de contributions pour faire face à la crise humanitaire au Yémen, organisée conjointement par l'ONU, la Suisse et la Suède le mois dernier. Un financement adéquat est essentiel pour appuyer les programmes humanitaires de l'ONU au Yémen. Récemment, certaines fournitures ont été autorisées à entrer

dans le port de Hodeïda. L'accord de trêve autorise les vols commerciaux depuis et vers l'aéroport de Sanaa deux fois par semaine. Nous encourageons toutes les parties à collaborer pour mettre en œuvre cet accord, ce qui permettra d'améliorer la situation humanitaire au Yémen. Nous saluons l'appui économique fourni par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen, et nous nous félicitons de ce que la communauté internationale continue de lui apporter une aide financière et matérielle.

Les houthistes appuient le plan opérationnel proposé par l'ONU pour régler la question du pétrolier *FSO SAFER*. C'est une évolution positive. Du point de vue économique, humanitaire, environnemental et de la sécurité, il est impératif que les risques potentiels posés par le pétrolier *FSO SAFER* soient éliminés sans plus attendre. Nous espérons que toutes les parties concernées coopéreront activement avec l'ONU pour mettre en œuvre ce plan opérationnel afin d'éviter une catastrophe.

M. Asokan (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths.

L'Inde se félicite de la trêve de deux mois conclue par toutes les parties au Yémen, qui débute avec le mois sacré du ramadan. Nous saluons les efforts de l'Envoyé spécial et le rôle que jouent les pays de la région pour faciliter la mise en œuvre du cessez-le-feu temporaire. L'Inde appuie tous les efforts visant à consolider la trêve pour qu'elle donne lieu à un cessez-le-feu plus global et durable.

Dans le même temps, nous condamnons fermement les attaques terroristes transfrontalières menées contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à l'aide de missiles et de drones, notamment celle qui a pris pour cible l'Arabie saoudite il y a trois semaines. Ces attaques ont fait des morts et des blessés parmi les civils innocents, dont des ressortissants indiens. Nous espérons que le cessez-le-feu annoncé permettra également de mettre un terme à ces attaques transfrontières.

L'annonce du cessez-le-feu pourrait être un premier pas vers le règlement pacifique du conflit au Yémen. L'objectif final doit être la cessation permanente de toutes les violences et hostilités. À cette fin, il importe de relancer au plus tôt un processus politique inclusif dirigé et contrôlé par les Yéménites, qui répond aux aspirations légitimes de tous les Yéménites. La participation pleine, égale et véritable des femmes à ce processus revêt la plus haute importance.

Nous nous félicitons également de l'annonce de mesures supplémentaires convenues entre les parties, en plus de la déclaration de trêve, notamment l'autorisation pour un nombre déterminé de pétroliers à entrer au port de Hodeïda et d'un nombre limité de vols commerciaux hebdomadaires à destination et en provenance de Sanaa. La pleine mise en œuvre de ces mesures contribuera à atténuer les souffrances humanitaires de tous les Yéménites. Il faut renforcer ces mesures et prendre d'autres mesures de confiance concrètes, telles que l'échange de prisonniers et de détenus.

L'Inde exige de nouveau la libération immédiate des membres de l'équipage du navire *RWABEE*, qui comprend sept ressortissants indiens. Dans sa résolution 2624 (2022), le Conseil formule clairement la même demande. Les membres de l'équipage sont illégalement détenus en captivité. Ansar Allah doit nous permettre de communiquer régulièrement avec les captifs et nous communiquer des informations sur leur sécurité et leur bien-être jusqu'à ce qu'ils soient libérés.

Les consultations entre les parties yéménites conclues récemment à Riyad représentent une évolution importante. Nous reconnaissons le rôle clef joué par le Conseil de coopération du Golfe pour faciliter ce dialogue, qui vient compléter les consultations de l'Envoyé spécial avec toutes les parties yéménites. Nous espérons que les recommandations qui figurent dans la déclaration finale issue des consultations seront appliquées en temps utile.

Nous saluons le transfert irréversible des pouvoirs du Président Hadi Mansour au nouveau Conseil présidentiel. L'annonce des mesures économiques prises par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour appuyer l'économie du Yémen contribuera également à relever les défis humanitaires et économiques urgents auxquels le pays est confronté.

Nous nous félicitons des efforts fournis par l'ONU pour trouver rapidement une solution à la menace environnementale, humanitaire et maritime que représente la situation actuelle du pétrolier *FSO SAFER*. Le plan opérationnel élaboré par l'ONU retient une approche plus pragmatique pour régler ce problème. Nous espérons qu'il sera rapidement mis en œuvre et sera adéquatement financé.

Dans le droit fil des relations séculaires et des liens interpersonnels solides que nous entretenons avec le Yémen, l'Inde a fourni une aide humanitaire au Yémen par le passé, et nous sommes déterminés à continuer de

le faire. L'Inde a accueilli des Yéménites, même pendant la période difficile de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nos hôpitaux accueillent des milliers de Yéménites pour des traitements médicaux chaque année et plusieurs milliers d'étudiants yéménites poursuivent leurs études en Inde.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'attachement ferme de l'Inde à l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Yémen. Les évolutions récentes au Yémen ont créé une ouverture pour mettre fin à la violence et aux souffrances du peuple yéménite. J'exhorte toutes les parties yéménites à saisir cette occasion et à engager un dialogue entre elles et avec l'Envoyé spécial afin de parvenir à un règlement négocié global pour mettre un terme au conflit au Yémen.

M^{me} Bongo (Gabon) : Je remercie l'Envoyé spécial Hans Grundberg et le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths pour leurs interventions édifiantes. Je me félicite de la participation du Représentant permanent du Yémen à cette séance.

Depuis notre dernière séance (voir S/PV.8995), la situation sécuritaire et le climat politique au Yémen ont connu des développements significatifs qui sont de nature à entretenir l'espoir sur le chemin de la paix.

La trêve actuelle, entrée en vigueur le 2 avril 2022 pour une durée de deux mois renouvelable, négociée avec chacune des parties sous l'égide des Nations Unies, constitue une bonne étape vers le cessez-le-feu voulu par la communauté internationale et attendu par les populations civiles yéménites.

La levée des restrictions sur la circulation des femmes et des enfants et ainsi que celles sur le carburant pendant la durée de la trêve constituent des étapes clefs. Ces dernières se traduisent par l'autorisation d'accès de pétroliers dans le port de Hodeïda, ce qui permet une meilleure alimentation en carburant sur tout le territoire. Dans le même élan, l'amélioration du taux de change, les importantes promesses de dons enregistrées et la réouverture de l'aéroport de Sanaa, avec la reprise prochaine de vols commerciaux, constituent des points positifs favorables à la relance de l'économie du pays.

L'accord des parties pour une rencontre sous les auspices de l'Envoyé spécial Grundberg, afin d'ouvrir des routes à Taëz et dans d'autres provinces du Yémen, est également un élément d'encouragement, de même que la visite de l'Envoyé spécial à Sanaa le 11 avril dernier. Tout ceci devrait faciliter davantage l'acheminement de l'aide humanitaire et l'intervention des personnels

humanitaires dans un pays où les besoins alimentaires et sanitaires des populations civiles sont exacerbés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Nous encourageons l'ensemble des protagonistes à capitaliser sur cet élan pour asseoir une trêve effective et durable suivie, à terme, d'un cessez-le-feu permanent à même de favoriser le processus de construction de la paix et la réconciliation nationale. Aussi, nous appelons toutes les parties à s'investir de bonne foi dans un dialogue inclusif, en adoptant une approche holistique, afin de parvenir à un règlement politique de la question yéménite et à une paix durable.

Nous notons avec intérêt le transfert du pouvoir exécutif à un conseil présidentiel composé de huit membres, équitablement réparti entre nordistes et sudistes, réunissant les principales forces politiques du Yémen. Il s'agit d'un important jalon dans la dynamisation du processus politique, qui doit mener à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire yéménite, à sa stabilisation et à sa sécurité. Par ailleurs, nous relevons, pour le saluer, le soutien apporté par le Conseil de coopération des États arabes du Golfe aux négociations qui se sont tenues à Riyad, ainsi que l'appui financier annoncé en faveur du Yémen et de ses institutions. Nous encourageons ces dynamiques, qui s'inscrivent dans le sens de la décripation.

Il demeure toutefois important de rester vigilant, notamment sur le risque persistant de famine amplifié par l'assèchement de l'approvisionnement en blé. Il convient également de maintenir la mobilisation en faveur de la protection des travailleurs humanitaires et de la libération sans condition des membres du personnel des Nations Unies enlevés il y a plusieurs mois déjà. Enfin, tout en saluant la signature de l'accord entre l'ONU et les houthistes visant à résoudre les menaces environnementale et humanitaire posées par le pétrolier *FSO SAFER*, nous demeurons attentifs quant aux modalités de sa mise en œuvre.

Pour terminer, le Gabon réitère son plein soutien à l'Envoyé spécial, Hans Grunberg, et à toute son équipe pour l'ensemble de leur travail visant le règlement du conflit au Yémen.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour l'Envoyé spécial, M. Grundberg, et le Secrétaire général adjoint, M. Griffiths, de leurs exposés et de leurs efforts.

Je voudrais commencer par saluer la trêve nationale renouvelable instaurée au Yémen. Le fait que les

parties ont convenu d'une trêve pour la première fois en six ans est un motif d'espoir, et cette trêve arrive à un moment crucial, après des mois d'escalade militaire marqués par de multiples attaques transfrontières en direction de l'Arabie saoudite et frappes aériennes à l'intérieur du Yémen. Nous remercions sincèrement l'Envoyé spécial et les autres parties prenantes des efforts considérables qu'ils ont déployés pour y parvenir.

La situation est fragile, mais cette trêve constitue une avancée déterminante dans la bonne direction. Nous espérons que les parties saisiront cette occasion pour renforcer la confiance, et nous encourageons tous les efforts visant à appuyer et maintenir la trêve.

Les mesures humanitaires prévues par cet accord sont vitales. Les secours destinés aux Yéménites touchés par la crise sont absolument indispensables face à cette situation désastreuse. Près des trois quarts de la population civile dépendent de l'aide humanitaire, dont quatre enfants sur cinq.

Nous nous associons aux autres orateurs pour saluer l'arrivée récente de navires pétroliers dans le port de Hodeïda. Nous espérons que cela permettra d'atténuer la pénurie de carburant dans le nord du Yémen, ce qui est d'une importance pour les Yéménites et les organisations humanitaires qui leur viennent en aide. Nous espérons que d'autres résultats seront obtenus au profit de la population yéménite durant ces deux mois de trêve, notamment l'ouverture des routes en direction de Taëz, la protection des civils, y compris les enfants, et la reprise des vols commerciaux au départ et à l'arrivée de Sanaa.

Un règlement politique est le seul moyen de parvenir à une solution durable. La Norvège félicite l'Envoyé spécial d'avoir poursuivi, au cours du mois écoulé, les consultations sur le cadre pour un processus inclusif à plusieurs volets, et nous encourageons toutes les parties à prendre part aux efforts dirigés par l'ONU afin de mettre un terme au conflit. Nous sommes donc satisfaits que l'Envoyé spécial, M. Grundberg, se soit rendu à Sanaa, et nous le remercions des mises à jour qu'il a fournies concernant la teneur de ces conversations. Nous accueillons également avec satisfaction le dialogue récent et les aspirations exprimées par les participants à Riyad, ainsi que le résultat de la conférence du Conseil de coopération du Golfe.

La démission du Président Hadi marque un tournant dans la vie politique du Yémen, et nous nous félicitons de la création du nouveau Conseil présidentiel.

Nous encourageons le Conseil à contribuer à l'instauration d'un processus politique inclusif et d'une paix durable. Il est amplement établi qu'un processus inclusif auquel les femmes, les jeunes et les victimes des conflits participent véritablement représente le meilleur espoir d'une solution durable. Nous regrettons qu'aucune femme n'ait été nommée au sein du nouveau Conseil présidentiel, et nous continuons d'encourager les efforts visant à renforcer la participation directe, pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes.

Enfin, nous saluons les avancées réalisées dans le traitement de la question du pétrolier *FSO SAFER*, le nouveau plan pour régler cette menace et la conférence d'annonce de contributions prévue à cet égard.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Il y a longtemps que nous attendions de bonnes nouvelles en provenance du Yémen, à tel point que le nom même de ce pays était devenu synonyme de désespoir. Nous accueillons avec satisfaction la première véritable trêve entre les parties depuis des années ainsi que toutes les mesures positives connexes qui en découlent. Nous nous félicitons de la cessation des hostilités, des opérations militaires et des attaques transfrontières.

Je m'associe à mes collègues pour saluer les efforts sincères menés par l'Envoyé spécial Grundberg pour négocier cette trêve. Nous espérons qu'elle sera pleinement respectée par toutes les parties et que celles-ci continueront de participer de manière constructive à sa pleine mise en œuvre.

Nous réaffirmons notre position ferme : un cessez-le-feu général à l'échelle nationale reste une priorité. Nous affirmons depuis longtemps qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit. La bonne volonté exprimée par toutes les parties doit se traduire par un engagement à long terme, en s'abstenant de tout propos inutile et de toute violation de la trêve.

Maintenant que les armes se sont tues, nous estimons que le moment est venu de penser que Yémen, paix et développement peuvent aller de concert et qu'il est possible d'œuvrer et de parvenir à un règlement durable du conflit. Les solutions viables aux conflits prolongés passent par l'instauration de processus politiques inclusifs, et nous appelons de nouveau toutes les parties à coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial. À cet égard, la participation politique des femmes reste capitale. Nous prenons note de la visite de l'Envoyé spécial à Sanaa et de ses échanges avec les dirigeants houthistes, dans le but de faire avancer le processus politique.

Toutes les évolutions importantes susmentionnées n'auraient pas été possibles sans la mobilisation énergétique du Conseil de coopération du Golfe pour organiser les consultations entre les parties yéménites. Le Conseil présidentiel doit proposer une nouvelle vision, et nous l'encourageons à répondre aux besoins urgents du peuple yéménite sur les plans humanitaire et économique. La dynamique positive suscitée par l'annonce par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis d'un ensemble de mesures d'appui économique pour un montant de 3 milliards de dollars doit être pleinement mise à profit, et elle nécessite d'adopter des mesures et des réformes concrètes.

Nous nous félicitons également que l'Arabie saoudite se soit engagée à financer le Plan d'aide humanitaire des Nations Unies à hauteur de 300 millions de dollars, en particulier alors que l'agression militaire en Ukraine a des conséquences profondes et aggravantes sur la sécurité alimentaire dans d'autres zones de conflit. Nous savons, comme cela a été dit dans cette salle, que le Yémen est un des pays les plus exposés à la menace de l'insécurité alimentaire, parce qu'il est tributaire des importations.

Bien qu'il faille se réjouir, à juste titre, de voir renaître l'espoir, n'oublions pas que des problèmes graves subsistent et que nous devons rester prudents. La situation humanitaire demeure dramatique, et l'accès doit être amélioré. Les membres du personnel des Nations Unies qui sont détenus doivent être libérés. La situation relative aux droits de l'homme reste très préoccupante. La trêve est fragile, et tout doit être fait pour la maintenir et tenter de la prolonger.

Le pessimisme peut être contagieux, mais les Yéménites ne doivent pas s'y laisser aller. Au contraire, ils doivent saisir pleinement cette occasion et s'ouvrir à la perspective d'un avenir qui sera différent du passé. Nous comptons sur l'adoption de mesures concrètes en vue d'instaurer un processus politique durable, et nous appuyons fermement les efforts de l'Envoyé spécial Grundberg, à cet égard.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Hans Grundberg, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, de leurs exposés sur l'évolution de la situation politique et humanitaire en République du Yémen.

Nous constatons, avec espoir, les progrès réalisés par les parties dans la résolution de la crise militaire et politique prolongée au Yémen, grâce à la médiation

de l'Organisation des Nations Unies. Nous nous félicitons de l'instauration d'un cessez-le-feu de deux mois, attendu depuis longtemps, qui prévoit notamment la cessation totale des hostilités, y compris les frappes aériennes à l'intérieur et à l'extérieur du Yémen, ainsi que la réouverture partielle de l'aéroport international de Sanaa et des ports maritimes dans la province de Hodeïda.

À cet égard, nous saluons tout particulièrement le rôle joué par l'Envoyé spécial pour le Yémen, M. Grundberg, dont les efforts ont largement contribué à la négociation et à la mise en œuvre du cessez-le-feu. Nous espérons que les parties seront en mesure de prolonger et d'élargir la portée de ce cessez-le-feu à l'issue de la période stipulée. Nous sommes convaincus que ces mesures positives contribueront à rétablir la confiance mutuelle.

Nous appelons toutes les parties au conflit yéménite à respecter strictement les accords conclus et à s'abstenir de toute mesure unilatérale de provocation. Nous restons convaincus que la paix attendue depuis si longtemps au Yémen ne peut être rétablie qu'au moyen d'un vaste dialogue national qui tienne dûment compte des intérêts et des préoccupations de toutes les forces politiques, de toutes les communautés confessionnelles et de tous les groupes régionaux du pays.

Dans ce contexte, nous prenons acte de la mise en place d'une nouvelle autorité collégiale – le Conseil présidentiel du Yémen –, composée de représentants de plusieurs forces publiques et politiques du pays. Le Conseil est chargé de gérer les aspects politiques, économiques, militaires et de sécurité pendant la période de transition. Cette évolution importante pour le peuple yéménite est aussi le fruit des efforts politiques et diplomatiques consentis par l'Arabie saoudite et le Conseil de coopération du Golfe. Nous sommes convaincus que les membres du Conseil présidentiel mettront tout en œuvre pour stabiliser la situation au Yémen et ramener le pays sur la voie de la paix. Nous sommes convaincus que cet objectif ne peut être atteint qu'en engageant un dialogue constructif avec le mouvement Ansar Allah, qui contrôle le nord du pays.

À cet égard, nous nous félicitons de la première visite de l'Envoyé spécial du Secrétaire général à Sanaa depuis son entrée en fonction, ainsi que de la reprise d'un dialogue direct avec les responsables de ce mouvement. Nous saluons également la volonté de M. Grundberg de travailler en collaboration avec les Ambassadeurs des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité

au Yémen. De notre côté, nous poursuivrons nos efforts pour encourager les nouvelles autorités yéménites et les houthistes à nouer le dialogue.

Nous appelons toutes les parties au conflit interne au Yémen à retourner à la table des négociations pour mettre en place, sous les auspices de l'ONU, un processus durable en vue d'un règlement politique global visant à normaliser la situation humanitaire au Yémen, qui reste extrêmement préoccupante. Nous prenons note de la réouverture des ports de Hodeïda et du déchargement des navires-citernes transportant de la nourriture et du carburant. Dans le même temps, nous soulignons une fois de plus la nécessité de lever toutes les restrictions sur les livraisons de médicaments et de produits de première nécessité dans toutes les régions du pays, sans discrimination. Dans ce contexte, nous tenons à souligner la volonté des États de la région de continuer à apporter un appui financier, humanitaire et en matière de médiation pour résoudre la crise militaire et politique au Yémen.

Nous prenons également acte du mémorandum d'accord conclu entre Ansar Allah et les organismes des Nations Unies pour résoudre la situation concernant le pétrolier *FSO SAFER*.

Nous appelons à nouveau l'attention sur la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité et sur d'autres initiatives en faveur de la stabilisation sous-régionale, notamment la version actualisée du concept russe de sécurité collective.

Pour terminer, je voudrais dire que, une nouvelle fois, nous ne sommes pas surpris par les allégations de certains États occidentaux, selon lesquelles seules les actions de la Russie en Ukraine sont à l'origine de la crise alimentaire mondiale qui se profile à l'horizon. Nous comprenons bien qu'il est beaucoup plus facile pour nos collègues occidentaux de proférer de telles accusations plutôt que d'admettre leur propre responsabilité dans la volatilité et le pessimisme des marchés financiers, alimentaires et énergétiques mondiaux. Cette situation se dessine depuis plusieurs années et est la conséquence des subventions excessives accordées aux économies occidentales, des guerres commerciales, du protectionnisme et des sanctions unilatérales illégales qui touchent, d'une manière ou d'une autre, les deux tiers de la population mondiale.

La transition énergétique accélérée, que les pays occidentaux entreprennent à marche forcée principalement pour promouvoir et protéger leurs technologies, a

également une incidence négative. Tous ces facteurs ont provoqué une flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie avant même le début de 2022. Toutefois, le principal facteur d'instabilité ou la source des problèmes actuels n'est pas l'opération militaire spéciale menée par la Russie en Ukraine, mais les sanctions imposées à notre pays, qui visent à briser les chaînes logistiques et les mécanismes financiers utilisés pour le paiement des livraisons en provenance de la Russie, à l'exception de l'énergie dont l'Occident a besoin.

Par conséquent, si les membres du Conseil veulent vraiment aider le monde à éviter une crise alimentaire, ils n'ont qu'à lever les sanctions qu'ils ont choisi d'imposer et les pays pauvres sentiront immédiatement la différence. S'ils ne sont pas disposés à le faire, alors, qu'ils renoncent à ces discours creux et n'essaient pas d'induire tout le monde en erreur.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous tenons tout d'abord à remercier l'Envoyé spécial pour le Yémen, M. Grundberg, et le Secrétaire général adjoint, M. Griffiths, de leurs exposés.

Aujourd'hui, dans ma déclaration, je me concentrerai sur trois points : la trêve, le processus politique et le pétrolier *FSO SAFER*. Nous constatons, pour la première fois depuis de nombreux mois, des avancées sur ces trois questions.

Premièrement, le Mexique salue les efforts consentis par l'Envoyé spécial en faveur de la trêve qui a débuté le 2 avril, et nous l'en félicitons. Cette première étape, bien que fragile et non exempte de difficultés, constitue une base importante pour la réconciliation et la pacification du pays. Nous espérons que la suspension des hostilités pourra être prolongée au-delà de la période de deux mois et se transformera en un cessez-le-feu durable à l'échelle nationale.

Nous relevons qu'aucune frappe aérienne ou attaque transfrontière n'a eu lieu depuis un peu plus d'une semaine. Toutefois, des affrontements ont été signalés dans certaines localités, comme Mareb et Taëz. Nous exhortons les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de tout acte de provocation afin de préserver la trêve. Il est évident qu'il ne sera pas possible de régler le conflit par des moyens militaires, mais par le dialogue et la négociation. La trêve offre une occasion d'y parvenir.

Deuxièmement, en ce qui concerne le processus politique, nous remercions le Conseil de coopération du Golfe d'avoir facilité l'organisation des récentes

consultations entre les parties yéménites. Le Mexique prend acte du transfert des pouvoirs et de la formation du Conseil présidentiel, qui réunit des représentants de diverses factions. Nous espérons que cela contribuera au succès du processus politique facilité par l'Envoyé spécial. Toutefois, à l'instar d'autres délégations, nous insistons sur l'importance de la participation pleine, effective et égale des femmes à ce processus.

Comme nous l'avons entendu ce matin, le conflit armé est une des principales raisons de la grave crise humanitaire qui sévit au Yémen. Les besoins ne cessent d'augmenter et malheureusement, à peine plus d'un tiers des ressources sont disponibles pour répondre aux besoins les plus fondamentaux de millions de Yéménites. Nous nous réjouissons des contributions annoncées par les différents donateurs, y compris les pays du Golfe. Nous nous félicitons également des contributions apportées par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour soutenir l'économie yéménite et la revalorisation du rial.

La livraison récente du carburant par le port de Hodeïda représente une évolution positive. Toutefois, la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires suscite de vives inquiétudes. Cette augmentation est particulièrement grave pour un pays dont une grande partie de la population est en situation d'insécurité alimentaire, voire de famine dans certains cas.

Ma délégation salue les efforts déployés pour reprendre les vols commerciaux au départ de Sanaa et pour ouvrir les routes et l'accès à Taëz. Ces mesures donneront une impulsion à la relance de l'économie et faciliteront l'acheminement de l'aide humanitaire.

En outre, nous nous félicitons des réunions tenues entre le chef d'Ansar Allah et l'Envoyé spécial à Mascate, d'autant plus que cette rencontre était la première depuis sa prise de fonctions à Sanaa. Nous plaçons en faveur du maintien des voies de contact et de communication avec l'Envoyé spécial de l'ONU.

Troisièmement, le Mexique prend acte des progrès réalisés sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. Nous saluons les efforts déployés par le Coordonnateur résident et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ainsi que par les Pays-Bas, pour remédier à la situation urgente qui entoure le navire. Nous demandons aux dirigeants d'Ansar Allah de collaborer dans un esprit constructif à la mise en œuvre du mémorandum d'accord signé en mars. Nous lançons également un appel à la solidarité internationale afin de réunir les fonds nécessaires pour mener à bien cette opération.

Pour terminer, ma délégation insiste sur la nécessité de saisir l'occasion qui s'offre à nous pour instaurer un cessez-le-feu durable et faire progresser le processus politique afin de parvenir à la paix et, partant, de mettre un terme à la grave crise humanitaire qui frappe le peuple yéménite.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial, M. Grundberg, et le Secrétaire général adjoint, M. Griffiths, de leurs exposés, et je me félicite de la participation du représentant du Yémen à la présente séance.

Après sept années d'un conflit armé dévastateur, les avancées positives de ces dernières semaines sont encourageantes. Je félicite toutes les parties d'avoir accepté une trêve de deux mois et salue le rôle déterminant joué par l'Envoyé spécial et l'équipe de l'ONU à cet égard.

La trêve témoigne du désir mutuel des parties de trouver une solution politique au conflit. Plus important encore, elle leur offre la possibilité de s'investir véritablement et de manière constructive dans les efforts déployés en vue de parvenir à un cessez-le-feu global et, à terme, au règlement politique souhaité. C'est pourquoi nous encourageons les parties à respecter les conditions de la trêve. Je félicite également le Conseil de coopération du Golfe des efforts qu'il déploie afin de rapprocher les différents acteurs politiques et ainsi faire avancer les aspirations de paix du Yémen.

Le Kenya prend acte de la décision du Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour de céder pacifiquement le pouvoir et souhaite au Conseil présidentiel tout le succès possible dans ses efforts visant à unifier le peuple yéménite tout en assurant une répartition équitable des services. Nous nous réjouissons de ce moment de répit, mais les parties doivent garder à l'esprit que des décisions et des compromis difficiles seront nécessaires pour parvenir à la paix durable tant attendue.

Nous regrettons que le financement humanitaire destiné aux millions de Yéménites dans le besoin ait progressivement diminué ces dernières années, alors que la situation humanitaire ne cesse de se dégrader. Ainsi, face au déficit d'environ 2,7 milliards de dollars dans l'appel de fonds en faveur de l'aide humanitaire, les programmes humanitaires sont mis en œuvre dans des conditions extrêmement difficiles.

À cet égard, nous saluons les contributions apportées en temps opportun par le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui ont fourni un

soutien économique de 2 milliards de dollars à la Banque centrale du Yémen, ainsi que 1 milliard de dollars à l'appui de projets de développement et de l'approvisionnement en carburant. Cette initiative régionale devrait inciter la communauté internationale à renouveler également son soutien à l'appel de fonds pour le Yémen. Ce défi exigera en outre du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et des autres organismes humanitaires qu'ils réajustent leurs approches afin de mobiliser un soutien durable.

Notre région, la Corne de l'Afrique, est consciente de la menace que représente la détérioration du pétrolier *FSO SAFER*. Un déversement d'hydrocarbures provoquerait non seulement la destruction de l'écosystème fragile, mais aussi la perte des moyens de subsistance des personnes qui dépendent de l'économie bleue. À cet égard, nous estimons que le plan d'opérations qui a été convenu constitue une étape positive et appelons toutes les parties prenantes à contribuer d'urgence à son financement afin qu'il puisse être engagé dans les meilleurs délais.

Pour terminer, je souhaite une longue paix à tous nos frères et sœurs musulmans en ce mois sacré du ramadan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois et de vous souhaiter, ainsi qu'à votre délégation amie, plein succès dans vos travaux. Je remercie également notre pays frère, les Émirats arabes unis, de leur présidence couronnée de succès le mois dernier. Je tiens aussi à remercier M. Griffiths et M. Grundberg de leurs exposés.

Il n'y a pas de chemin vers la paix, car la paix est le chemin. Le Gouvernement yéménite a choisi le chemin de la paix pour mettre fin au conflit et instaurer la sécurité, la justice, l'égalité et l'état de droit auxquels aspire le peuple yéménite. Si ce chemin a été semé d'embûches posées par les milices houthistes, le Gouvernement yéménite a fait de nombreuses concessions pour soulager les souffrances humaines et mettre fin à la guerre provoquée par les milices terroristes houthistes.

Cette sagesse yéménite sur le chemin de la paix s'est illustrée par la décision historique prise le 7 avril par S. E. l'ancien Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour de former un Conseil présidentiel et de lui

conférer ses pleins pouvoirs. Le nouveau Conseil s'est doté d'une représentation beaucoup plus large de toutes les composantes politiques yéménites à vocation civique, dans le but de restaurer l'autorité de l'État. Cette décision démontre que le Gouvernement yéménite travaille dans un contexte global fondé sur le pluralisme, le dialogue et le consensus tant pour le présent que pour l'avenir du Yémen, ainsi que pour l'instauration d'une paix juste et durable dans le cadre du processus de paix mené par l'ONU et l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Grundberg. Ce processus repose sur le mandat politique convenu, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, au premier rang desquelles la résolution 2216 (2015).

À cet égard, je saisis l'occasion pour saluer ici la décision historique prise par S. E. l'ancien Président Abdrabuh Mansour Hadi Mansour de former le Conseil présidentiel souverain et de lui conférer ses pleins pouvoirs, après avoir assumé ses responsabilités au cours des dernières années dans des conditions d'une complexité et d'une difficulté historiques.

C'est le lieu aussi d'exprimer la reconnaissance du Gouvernement yéménite pour les efforts déployés par le Conseil de coopération du Golfe afin d'accueillir les consultations entre Yéménites et de créer toutes les conditions propices à leur réussite. Cette étape a marqué un tournant historique dans la crise yéménite et démontré l'engagement de nos frères du Conseil de coopération du Golfe à unir le peuple yéménite autour d'une même voix, y compris les milices houthistes, qui étaient également les bienvenues à ces consultations jusqu'à la dernière minute. Toutefois, ces dernières ont rejeté toutes les invitations à nouer le dialogue, à mettre fin à l'effusion de sang et à instaurer la paix. Elles ont choisi de poursuivre la voie de la guerre, et non celle de la paix, pour atteindre leurs objectifs et s'obstinent à demeurer un outil aux mains de l'Iran.

S. E. le chef du Conseil présidentiel, M. Rashad Al-Alimi, a souligné que le Conseil s'emploierait à mettre fin à la guerre et à instaurer la paix. Il a déclaré qu'il s'agissait d'un conseil de paix mais aussi d'un conseil de défense et d'unité qui défendrait la souveraineté du pays et protégerait ses citoyens.

Au début du mois, le Conseil de sécurité a donné sa bénédiction à la déclaration de trêve annoncée par l'Envoyé spécial. Le Gouvernement y apporte

son soutien et s'engage à en respecter les dispositions, malgré les violations flagrantes commises par les houthistes. Les provinces de Mareb, Jaouf, Saada, Hajja, Hodeïda, Taëz et Dalea ont fait l'objet d'attaques incessantes de la part des houthistes. Ceux-ci ont eu recours à des missiles balistiques qui ont tué des innocents et détruit des infrastructures civiles, provoquant de nouveaux déplacements forcés, aggravant encore la situation humanitaire et sapant les efforts de l'ONU et des organismes humanitaires.

Le Gouvernement yéménite s'est engagé dès le départ à respecter toutes les dispositions de la trêve, qu'il s'agisse d'autoriser les navires ravitailleurs à accéder aux ports de Hodeïda ou de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer des vols directs via l'aéroport international de Sanaa. Notre gouvernement a même communiqué directement avec les pays mentionnés dans l'accord de trêve pour accueillir ces vols, et il a désigné ses représentants au sein du comité relatif à Taëz en vue de lever le siège sans précédent subi par les habitants de la ville dans le silence de la communauté internationale.

Nous appelons le Conseil de sécurité, d'une part, à assumer ses responsabilités morales et, d'autre part, à accentuer sa pression sur les milices pour qu'elles mettent fin à leur agression et respectent la trêve. Elles doivent lever le siège de Taëz, libérer les prisonniers selon le principe « tous contre tous » et prendre part au processus de paix mené sous l'égide de l'ONU pour mettre fin à la guerre.

Le Gouvernement yéménite est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux aspirations de son peuple à la paix, à la sécurité et à la prospérité. Toutefois, ce ne sera pas possible si les milices houthistes ne font pas le choix de la paix et ne font aucune concession véritable propice à un avenir meilleur pour le Yémen et son peuple.

Le Gouvernement yéménite est reconnaissant de l'appui généreux que lui apportent soit directement, soit par le truchement du plan de réponse humanitaire, les pays frères et amis pour soulager les souffrances du peuple yéménite. Néanmoins, les opérations humanitaires n'ont pas accès à toutes les personnes ayant besoin d'assistance, ce qui est dû, d'un côté, au financement insuffisant des projets de secours et, de l'autre, aux obstacles imposés par les milices houthistes qui détournent l'aide humanitaire des populations qui y ont droit. Nous exhortons une nouvelle fois la communauté internationale à continuer d'accorder la priorité absolue

au Yémen et à fournir davantage d'aide pour mettre fin à la crise humanitaire, en particulier dans les circonstances internationales actuelles, sur fond de flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant. Nous appelons de nouveau le Conseil de sécurité à utiliser tous les moyens dont il dispose pour faire en sorte que les milices houthistes cessent d'instrumentaliser le dossier humanitaire.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a mis le Conseil de sécurité en garde à plusieurs reprises contre la détérioration de la conjoncture économique au Yémen, un des principaux facteurs d'une aggravation dangereuse de la situation humanitaire dans le pays. La paix ne pourra pas être obtenue au Yémen en l'absence de développement. C'est pourquoi le Gouvernement yéménite ne ménage aucun effort pour mettre en œuvre de nombreux projets de réforme et de développement afin de stabiliser l'économie et de maîtriser l'inflation et le taux de change, ce qui permettra d'améliorer la situation humanitaire de tous les Yéménites.

Le Gouvernement yéménite se félicite vivement du soutien généreux de 3 milliards de dollars promis par le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour stimuler l'économie et le développement. Néanmoins, nous renouvelons notre appel à la communauté internationale pour qu'elle accroisse son appui et qu'elle aide le Gouvernement yéménite à mettre en œuvre des

programmes de relèvement et à promouvoir des sources de revenus, éléments charnières pour remédier à la crise humanitaire sans avoir à être tributaire de l'aide d'urgence.

Pour terminer, le Gouvernement yéménite appuie tous les efforts visant à régler le problème du pétrolier *FSO SAFER* et à éviter une catastrophe imminente susceptible d'avoir de graves conséquences humanitaires, économiques et environnementales pour le Yémen, les pays de la région et le monde entier. Tandis que le Gouvernement facilite les efforts de l'ONU à cet égard, nous mettons en garde contre la manipulation de ce dossier par les milices houthistes, car elles pourraient bien revenir sur leur position à des fins de chantage politique, comme elles l'ont fait ces trois dernières années. Nous appelons donc de nouveau à appuyer et financer le plan élaboré par l'ONU pour éviter une catastrophe. Nous demandons une fois de plus au Conseil de continuer à faire pression sur ces milices pour éliminer le danger que fait courir le pétrolier.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste.

Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 11 h 45.